

## L'éventualité de travail forcé des Ouïghours ne peut être exclue des produits dérivés des jeux olympiques de Pékin

***Alors qu'entre en vigueur la loi américaine interdisant le travail forcé, le CIO refuse le dialogue avec la Coalition pour mettre un terme au travail forcé des Ouïghours et s'en remet à la Chine pour enquêter sur elle-même***

(Washington, le 4 janvier 2022) – Le Comité International Olympique (CIO) doit immédiatement révéler les mesures de vigilance spécifiques qu'il a prises, le cas échéant, pour identifier et éliminer tout matériau produit en utilisant le travail forcé des Ouïghours dans les produits dérivés portant la marque olympique, a déclaré aujourd'hui la [Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure](#). La Coalition réunit plus de 400 organisations implantées dans 40 pays et comprend des membres des familles de ceux injustement détenus dans les camps d'internement de masse brutaux de la Chine. Les jeux d'hiver de Pékin débutent le 4 février.

Le CIO n'a pas réussi à prouver de manière crédible, qu'aucun produit parmi les milliers d'articles portant la marque olympique vendus ou portés dans le cadre des jeux olympiques d'hiver de Pékin, n'est fabriqué à l'aide de travail forcé. Si le CIO n'est pas disposé à révéler ces mesures, il doit alors expliquer les raisons de son refus.

« Il ne doit pas être permis au CIO de laisser la soi-disant neutralité primer sur la moralité dans le cas de main-d'œuvre esclave, » **a déclaré Zumretay Arkin, directrice du programme et de la défense du Congrès mondial ouïghour.** « Les organisateurs olympiques doivent prendre leurs responsabilités relatives aux droits des employés et de la personne à l'heure où la réalité du travail forcé du peuple ouïghour est maintenant largement reconnue et condamnée dans le monde entier. »

Le refus du CIO de parler de vigilance préalable relative au travail forcé dans le cadre des Jeux s'est produit au moment où le Congrès américain [adoptait le projet de loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours](#) le 16 décembre, projet devenu loi par la signature du président américain Joe Biden le 22 décembre. Cette loi interdit les importations de la région autonome ouïghoure du Xinjiang (« Région ouïghoure »).

Le fournisseur officiel d'uniformes de sport du CIO, Anta Sports, est l'une des nombreuses entreprises multinationales du secteur du vêtement qui s'approvisionnent en coton dans la région ouïghoure. En mars 2021, [Anta Sports déclarait avec défiance](#) : « Nous avons toujours acheté et utilisé du coton de provenance chinoise, y compris du coton du Xinjiang, et nous continuerons à le faire à l'avenir. » Cette déclaration éhontée aurait dû alerter le CIO de la nécessité de respecter son engagement déclaré d'éviter le travail forcé. Toutefois, le CIO n'a nullement indiqué qu'il prenait des mesures.

La Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure a discuté en privé avec le CIO pendant huit mois au cours de l'année 2021, pour rechercher des informations et évaluer des assurances concernant les mesures de vigilance préalable que le CIO aurait pu prendre pour garantir que les produits dérivés portant la marque olympique ne soient pas fabriqués avec le travail forcé ouïghour.

Le 21 décembre, le CIO rejetait les conditions proposées par la Coalition en vue d'établir entre les deux parties un dialogue de fond, constructif et mutuellement respectueux.

« Alors qu'il ne reste qu'un mois avant le début des jeux d'hiver de Pékin, l'indifférence glaciale du CIO pour les droits des travailleurs et de la personne est absolument effrayante, » **s'est exclamé Bennett Freeman, membre du comité directeur de la Coalition, co-fondateur de la campagne pour le coton et ancien Secrétaire d'état adjoint par intérim à la démocratie, aux droits humains et au travail des États-Unis**, qui a mené pendant près de huit mois les efforts de la Coalition pour discuter avec le CIO. « Notre patience et notre persistance se sont heurtés à de l'intransigeance et de l'arrogance. L'indignation mondiale que susciteront les jeux olympiques de Pékin peut encore ébranler suffisamment le CIO pour le contraindre à une réforme fondamentale. »

Dans sa [Stratégie de durabilité](#) et [son Code de Fournisseur du CIO](#), le CIO s'est engagé « à un approvisionnement responsable » et a affirmé à la Coalition que « de temps à autre, le CIO prend des mesures de vigilance préalable spécifiques envers les fournisseurs considérés représenter des risques environnementaux, sociaux ou éthiques spécifiques » et qu'il avait « commencé à demander des vérifications sociales à des tierces parties.» En outre, le 29 octobre, le CIO a informé la Coalition que « dans les mois à venir, nous allons envisager de renforcer et de systématiser cette approche en évaluant de manière plus formelle les risques que présentent nos fournisseurs de produits dérivés, de services et nos licenciés et de faire effectuer par une tierce partie une surveillance systématique de nos fournisseurs à hauts risques. »

Mais le fait que le CIO « n'envisage » que maintenant d'effectuer son devoir de vigilance préalable par l'intermédiaire de « tierces parties » est choquant au vu de [l'utilisation massive et généralisée du travail forcé des Ouïghours par les autorités chinoises et les entreprises exerçant leurs activités dans la région autonome ouïgoure](#) pour produire du polysilicium [pour l'industrie solaire](#) et [transformer le coton](#).

« Le CIO ne sait pas du tout si les milliers de produits vendus sous la marque olympique par les sociétés commanditaires et autres partenaires sont fabriqués à l'aide du travail forcé des Ouïghours. Le pire, c'est que les leaders olympiques s'en moquent apparemment, comme le prouve le fait qu'ils n'effectuent et ne révèlent pas les résultats de mesures de vigilance significatives,» **a déclaré Scott Nova, Directeur général du Consortium des droits des travailleurs (Worker Rights Consortium.)**

Le CIO a également informé la Coalition que « Dans le cadre du contrat d'hôte des jeux olympiques et en conformité avec les politiques de viabilité à long terme sur la main-d'œuvre et l'approvisionnement durable du CIO, Pékin 2022 a élaboré une série d'engagements en matière de politiques, normes et règles détaillées en vue de protéger les droits des employés et des travailleurs [qui] ... excluent explicitement le travail forcé. »

“Le CIO a déclaré que « si des allégations concrètes de travail forcé en lien direct avec les Jeux devaient être formulées, le CIO les entendrait et y répondrait avec le Comité d'organisation. Si les résultats d'une enquête confirmaient les allégations, nous demanderions une correction immédiate du problème, envisagerions un éventuel abandon de l'activité d'approvisionnement et si possible, le retour et une autre source d'approvisionnement de produits dérivés.»

« Comparée à la preuve criante d'incarcération de masse, de torture et de crimes contre l'humanité touchant 13 millions d'Ouïghours et de musulmans turcophones, l'empressement du CIO de faire confiance à Pékin pour enquêter sur son propre travail forcé est complètement délirant, » **a déclaré**

**Peter Irwin, Responsable de programme pour la défense et la communication au Projet de droits humains Ouïghour.** « En raison du refus du CIO de débattre des atrocités perpétrées par son partenaire, le gouvernement chinois, les jeux d’hiver de Pékin resteront à coup sûr, un événement historique pour toutes les mauvaises raisons. »

Le membre de la Coalition, Human Rights Watch, et d’autres ont précédemment [exhorté](#) le CIO de mener et de rendre publiques les mesures de vigilance préalable relatives aux jeux d’hiver de Pékin de 2022 conformément aux responsabilités du CIO en vertu des principes de base de l’ONU sur les entreprises et les droits de l’homme. [En février 2021](#), la Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure « en appelait explicitement au CIO de formuler son plan de vigilance préalable concernant les droits humains » et [en avril](#), insistait de manière spécifique sur le fait que « l’approvisionnement en objets ou produits dérivés devait être conforme aux normes centrales du BIT sur le travail » dont, aucun travail forcé.

Rien ne prouve cependant que le CIO ait pris ces mesures de vigilance préalable ou d’évaluation de l’incidence sur les droits humains relatives au travail forcé des Ouïghours ou autrement. Le CIO n’a pas non plus révélé de discussions avec le comité organisateur de Pékin, en fait, le gouvernement chinois, concernant le travail forcé ou d’autres risques relatifs au travail ou aux droits humains.

Le rapport d’expert 2020 du CIO [« Recommandations pour une stratégie de droits humains du CIO »](#) indique que « les répercussions sur les droits humains qui pourraient être liées aux jeux sont graves. » Alors que le CIO signale que son travail sur les droits humains a été « guidé » par ces recommandations, rien n’indique que le CIO ait mis en œuvre cette stratégie liée aux risques concernant les droits humains et aux jeux d’hiver de Pékin de 2022.

« En tant que sœur d’une victime de ce génocide qui paie dans un sombre cachot, le prix de mon activisme aux États-Unis, je suis extrêmement déçue que le CIO considère négligeable la vie des Ouïghours » a déploré **Rushan Abbas, Directrice générale de la Campagne en faveur des Ouïghours.** « L’irrespect du CIO pour les détenteurs de droits directement touchés, dans ce cas, le peuple Ouïghour, apparaît clairement dans son refus d’entreprendre un dialogue raisonnable. Nous ne pouvons pas croire, pas plus que les athlètes, les commanditaires ou les spectateurs virtuels que les milliers d’articles de produits dérivés portant la marque olympique ne sont pas entachés du sang et de la sueur de mon peuple. »

###

#### **Sur la Coalition:**

La [Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure](#) rassemble plus de 400 organisations implantées dans 40 pays. Les organisations représentées au Comité directeur de la Coalition sont le Congrès ouïghour mondial, la Campagne pour les Ouïghours, le Projet pour les droits humains des Ouïghours, Libérer les Ouïghours maintenant, L’Association ouïghoure américaine, le Consortium pour les droits des travailleurs, Justice mondiale du travail – Forum international des droits du travail, Anti-Slavery International, Freedom United, la Campagne Vêtements Propres, the Cotton Campaign, l’AFL-CIO et l’Alliance des investisseurs pour les droits humains (the Investor Alliance for Human Rights), initiative de l’Interfaith Center on Corporate Responsibility.

### **Sur le travail forcé des Ouïghours :**

Depuis 2017 au moins, le gouvernement chinois mène une campagne brutale de détention de masse, de surveillance, de travail forcé et de violence à l'encontre des Ouïghours et d'autres peuples à majorité turcophone et musulmane. [Selon les rapports](#), plus de 1,8 million de personnes ont été détenues et victimes de violations de droits humains flagrantes. Le [Département d'État américain](#), un [tribunal britannique](#) et certains [pays membres de l'UE](#) ont déclaré que la Chine est en train de commettre un génocide à l'encontre des Ouïghours et d'autres peuples à majorité musulmane. Même face à [des preuves accablantes](#), la Chine continue à nier ces vérités et à investir lourdement dans des [systèmes de surveillance de masse](#) destinés à dissuader d'enquêter et à réduire les victimes au silence. Pendant ce temps, de grandes entreprises multinationales ont profité des crimes de la Chine en continuant à s'approvisionner en matières premières provenant de la région ouïghoure, 1 vêtement en coton sur 5 dans le monde étant maintenant sali par le travail forcé ainsi que 45 % du polysilicium, matière première essentielle dans la fabrication de 95 % des panneaux solaires. La Coalition pour mettre un terme au travail forcé dans la région ouïghoure a lancé un [Appel à l'action](#) pour que les entreprises refusent de bénéficier de ces atrocités et s'engagent à éliminer de leur chaîne d'approvisionnement tout ce qui provient de la région ouïghoure.